

**Dominique Potier, député socialiste de la 5<sup>e</sup> circonscription de Meurthe-et-Moselle, rapporteur de la loi française sur le devoir de vigilance**



Député socialiste de la 5<sup>e</sup> circonscription de Meurthe-et-Moselle depuis 2012, Dominique Potier est membre de la Commission des Affaires économiques et rapporteur de la loi française sur le devoir de vigilance.

Ancien agriculteur en coopérative bio, il a occupé le mandat de maire de Lay-Saint-Rémy entre 2001 et 2013, puis de Président de la Communauté des communes du Toulois dès 2008 et pendant la même période, il fut Président du Pays Terres de Lorraine et Vice-président du Syndicat Mixte du SCoT Sud Meurthe-et-Moselle. En

2013, il fait le choix de démissionner de ses mandats locaux pour se consacrer intégralement à son mandat de député.

Dominique Potier est en première ligne, avec la société civile, dans les combats pour la justice au quotidien et pour une mondialisation plus humaine (transparence des paradis fiscaux, devoir de vigilance des multinationales, lutte contre l'accaparement des terres). Il est actuellement rapporteur de la commission d'enquête sur les pesticides à l'Assemblée nationale. Fondateur du laboratoire d'idées humaniste *Esprit Civique*, parrainé par Jacques Delors, il est également le Directeur de l'Observatoire de l'agriculture et du monde rural de la Fondation Jean Jaurès.

**Anousheh Karvar, Déléguée du Gouvernement français auprès de l'OIT, présidente de l'alliance 8.7 (juin 2019 - juin 2023)**



Anousheh Karvar est titulaire d'un doctorat en histoire et sociologie des sciences. Elle a été conservatrice en chef à la Bibliothèque nationale de France (1992-2000), secrétaire nationale et trésorière confédérale de la CFDT (Confédération française démocratique du travail) de 2001 à 2011. Elle a rejoint l'Inspection générale des affaires sociales, en 2012. De 2016 à 2018, elle a été, tout à tour, directrice adjointe du cabinet de la ministre du Travail en charge de l'emploi et de la formation, puis conseillère chargée de la cohésion sociale, territoriale et des outre-mer auprès du président de l'Assemblée nationale.

En juin 2018, elle a été nommée Déléguée du gouvernement français au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et Représentante de la France dans les filières travail et emploi des G7 et G20. Entre juin 2019 et juin 2023, elle a

assuré la Présidence de l'Alliance 8.7, Partenariat mondial onusien contre le travail des enfants, le travail forcé, la traite des êtres humains et l'esclavage contemporain. Anousheh Karvar a été nommée par le Président de la République chevalier de la Légion d'honneur, le 14 juillet 2021.

### **François Gave, Représentant spécial pour la responsabilité sociétale des entreprises et la dimension sociale de la mondialisation au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères**



François Gave est diplomate de carrière. Il a été en poste à La Haye, Bruxelles, New York et Genève. Il a travaillé notamment sur les questions économiques et financières, de développement durable, de droits de l'Homme et les affaires humanitaires.

Il a pris part à la négociation du premier paquet énergie-climat au sein de l'Union européenne et à l'adoption des objectifs de développement durable à l'Assemblée générale des Nations unies. Il a concouru, à plusieurs reprises, aux travaux du G7 et du G20.

### **Aurélié Hauchère Vuong, Spécialiste Travail Forcé, Organisation Internationale du Travail**



Passionnée par les droits de l'homme et la justice sociale, Aurélié Hauchère Vuong travaille sur les questions de travail forcé, traite des personnes et esclavage moderne depuis 2003, date à laquelle elle contribue à la collecte et l'analyse des données utilisées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour établir la toute première estimation mondiale sur le travail forcé. Depuis lors, elle a abordé ces questions sous différents angles, que ce soit à travers des projets de coopération technique en Amérique latine, Asie, Afrique, ou en concevant des outils de formation et des campagnes de sensibilisation.

Aurélié Hauchère Vuong mène régulièrement des formations sur la détection et la lutte contre le travail forcé à travers le monde, notamment avec des inspecteurs du travail, syndicalistes, policiers, magistrats ou des entreprises. Elle a coordonné avec RHSF le concours et l'exposition internationale de dessins sur le travail forcé « Regards sur le Travail forcé ».

Aurélié Hauchère Vuong a reçu le prix de l'innovation de l'OIT pour sa coordination de la campagne « 50 for Freedom », visant à sensibiliser un large public sur le travail forcé et à obtenir les 50 premières ratifications du Protocole de l'OIT sur le travail forcé (2014-2023). Elle a participé au programme EMERGE de l'ONU pour les femmes leaders de demain.

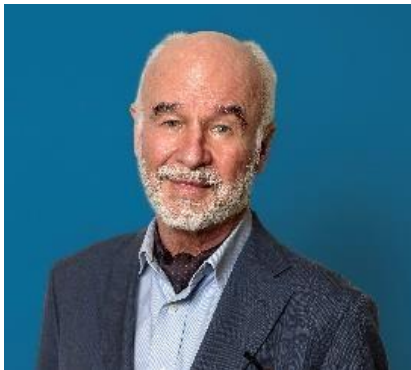
## **Nadia Pellefigue, Vice-présidente de la Région Occitanie**



Depuis janvier 2016, Nadia Pellefigue est vice-présidente de la région Occitanie en charge du développement économique, de l'innovation, de la recherche et de l'enseignement supérieur. Elle est aussi fondatrice d'Une Nouvelle Énergie pour Toulouse.

Elle s'investit particulièrement sur la refonte du dispositif de soutien aux entreprises et aux territoires, sur l'innovation<sup>[7]</sup> en stimulant les relations entre laboratoires de recherche et entreprises, ainsi que sur l'appui aux startups avec notamment le suivi de la création d'une cité des start-ups à Toulouse.

## **Stéphane Brabant, Associé Senior, Paris, Avocats Sans Frontières**



Stéphane Brabant est associé senior chez Trinity International à Paris.

Il a agi comme l'un des experts juridiques auprès du Professeur John Ruggie, représentant spécial de l'ONU à l'occasion de la mise en place des Principes Directeurs des Nations Unies sur le respect des droits de l'homme par les sociétés transnationales et autres entreprises. Stéphane Brabant assiste plus particulièrement les entreprises dans l'application de la loi française sur le devoir de vigilance et intervient dans des dossiers

contentieux et d'arbitrage sur les questions liées au respect des droits humains par les entreprises et les Etats. Il a en outre développé une activité dans la mise en place de blockchains pour la traçabilité du respect des droits humains dans les chaînes de valeur et la traçabilité de divers financements.

Il est l'un des seuls avocats désignés dans le classement Chambers Global 2022 comme SeniorStatesman et est notamment classé à ce titre dans la catégorie Business & Human Rights Law(Global Market Leaders). Membre du conseil consultatif du Business & Human Rights Project au centre des droits de l'homme de l'American Bar Association, il est également l'auteur de nombreuses publications.

## **Grégoire Cousté, Délégué général et Secrétaire général du Conseil du FIR (Forum pour l'investissement responsable)**



Grégoire Cousté a rejoint le FIR et le monde de l'ISR en 2009 après avoir exercé dans les domaines de la santé publique, de la communication stratégique et du journalisme. Avant de rejoindre le FIR, il était directeur de la communication de *The International Union Against Tuberculosis and Lung Disease* (IUATLD) et auparavant responsable du Pôle affaires publiques et communication stratégique de *Nextep, Consulting & Health Economics*, cabinet spécialisé dans les industries de santé. Il a commencé sa carrière comme journaliste à la Radio BFM, puis au sein de l'agence DioraNews, dont il était chargé de développer les partenariats éditoriaux. Co-auteur du livre « ISR et Finance responsable » aux éditions Ellipses, il est également administrateur de l'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC).

**Le Forum pour l'Investissement Responsable** regroupe tous les acteurs de l'Investissement responsable : investisseurs, gestionnaires d'actifs, agences de notation sociétale, consultants, associations, syndicats, ONG et personnalités qualifiées : avocats, chercheurs, journalistes. Le FIR a rejoint le Lab 8.7 en 2021. La coalition se mobilise pour que l'exercice du devoir de vigilance contribue effectivement à réduire les risques pour les personnes et ce grâce à un dialogue constructif entamé avec les entreprises. L'objectif est donc de mieux comprendre les enjeux spécifiques liés au secteur d'activité et à l'implantation de la chaîne de valeur des entreprises et d'accompagner dans la prévention des risques liés au travail forcé et travail des enfants ([Voir communiqué de presse FIR](#)).

## **Cécile Mul, PDG du Groupe Gazignaire, membre du programme Lab 8.7 depuis 2020**



Exploitants agricoles depuis 5 générations, la famille MUL amorce son développement industriel dans les années 70, à l'heure où de nombreuses entreprises du secteur de l'aromatique délaissent les productions locales pour se tourner vers des approvisionnements externes. Adoptant une démarche inverse, l'entreprise décide de préserver et de valoriser son activité agricole en lui ouvrant de nouveaux débouchés par l'intégration des activités d'extraction & de distillation.

Ce choix stratégique fait qu'aujourd'hui, le Groupe MUL possède un profil unique dans le secteur : à la fois agricole & industriel ; et contribue à la préservation d'un savoir-faire historique du bassin Grassois, à savoir la culture & la transformation de matières premières aromatiques.

Prenant la succession de son père, c'est aujourd'hui avec la même vision que Cécile MUL, positionne les entités du groupe sur des projets de traçabilité complets, durables et

respectueux de l'Homme & de l'Environnement.

Interview de Cécile Mul par le magazine [Forbes France](#).

### **Aziz Ahammout, Responsable de projet Asie RHSF**



Aziz Ahammout est arrivé à Ressources Humaines Sans Frontières en 2016. Il supervise aujourd'hui le pôle Veille de RHSF en assurant une veille permanente sur les lois et les réalités du travail des enfants et du travail forcé dans le monde. L'objectif est de rendre compte des réalités sur le terrain, de donner une lecture des situations et d'anticiper les facteurs de risques.

En parallèle, il mène un projet de recherche-action en Malaisie pour mettre en pratique une prévention des risques de travail forcé appropriable par les parties prenantes locales. Son expérience en ressources humaines et au contact de diverses cultures sont essentielles pour maintenir et développer les bases de connaissances dédiées à la prévention du travail indécemment.

### **Martine Combemale, Fondatrice présidente de Ressources Humaines Sans Frontières**



Martine Combemale est présidente fondatrice de l'association Ressources Humaines. Depuis 2006, elle a apporté sa grande expertise en matière de travail des enfants et de travail forcé à plusieurs projets internationaux. Elle a plus de 25 ans d'expérience dans l'évaluation des risques liés au travail forcé et au travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement, ainsi que dans l'élaboration de plans d'action impliquant toutes les parties prenantes concernées. Son expérience professionnelle s'étend à l'Afrique, à l'Asie, à l'Amérique latine et à toutes

les régions d'Europe. Elle est co-auteur du "Que Sais-Je ?" sur l'audit social (publié en 2012).

Martine a également été nommée par le Président de la République Chevalier de la Légion d'honneur le 14 juillet 2019.